

note n°03/2016

28 janvier 2016

Elisabeth Marteu

Docteure en science-politique de l'IEP de Paris

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Israël et la crise syrienne : Tel-Aviv face à ses « lignes rouges »

Résumé

Aucune des options politiques ou militaires envisagées pour une sortie de crise en Syrie n'est satisfaisante pour les Israéliens. Ils ne veulent pas d'une victoire *de facto* de Bachar al Assad et de « l'axe chiite », mais s'inquiètent du chaos syro-irakien et de l'éventuelle arrivée au pouvoir de l'islam politique à Damas. Afin d'assurer au mieux sa sécurité dans un environnement régional volatile, Israël a donc très tôt opté pour une double approche : (1) la surveillance et le contrôle des activités des groupes armés présents dans le sud syrien, en particulier dans la région du Golan, (2) l'expression de « lignes rouges » face aux capacités de nuisance de l'Iran et du Hezbollah à sa frontière. Si la question jihadiste a fini par émerger dans les préoccupations sécuritaires israéliennes, Téhéran reste la principale menace existentielle aux yeux de Tel-Aviv. En ce sens, l'engagement militaire russe en Syrie depuis septembre 2015 a pu être perçu, par une partie de l'appareil militaire et politique israélien, comme une

opportunité pour contrebalancer l'influence de l'Iran. Néanmoins, ce positionnement pragmatique est d'autant plus risqué qu'il repose sur un pari aux variables et finalités très incertaines. Si Israël conserve sa capacités à agir ponctuellement contre les intérêts du Hezbollah et de l'Iran en Syrie (frappes contre des stocks et des convois d'armes, assassinats ciblés) il entrevoit aussi les limites du rééquilibrage russe, voire le possible renforcement de ses ennemis à la faveur d'une coopération, pour l'heure, indéfectible entre les alliés du régime Assad. La *realpolitik* israélienne vis-à-vis de la Russie pourrait, tôt au tard, montrer ses limites. Elle pourrait même s'avérer contre-productive pour un État israélien qui ne jaugera l'issue de la crise syrienne qu'à la lumière de la place de l'Iran et du Hezbollah dans la région.

Abstract

No political or military option considered to resolve the crisis in Syria is completely satis-

factory for the Israelis. Tel Aviv does not want a de facto victory of Bachar al Assad and the "Shiite axis", but is also concerned about the Syrian-Iraqi chaos and the possible rise to power of political Islam in Damascus. In order to best ensure its security in a volatile regional environment, Israel has very early opted for a dual approach by: (1) monitoring and controlling the activities of armed groups active in Southern Syria, in particular on the Golan, (2) drawing "red lines" regarding the nuisance capacity of Iran and Hezbollah on its border. If the jihadist issue eventually emerged among Israeli security concerns, Tehran remains the main existential threat for Tel Aviv. In this sense, the Russian military involvement in Syria since September 2015 has been perceived, by part of the Israeli political and military apparatus, as an opportunity to counter-balance Iran's influence. However, this pragmatic position is all the more risky since it is a bet based on very uncertain variables and objectives. If Israel maintains its ability to act against the interests of Hezbollah and Iran in Syria (strikes against stocks and weapons convoys, targeted killings), it also sees the limits of Russian rebalancing, and even the possible strengthening of its enemies thanks to an unwavering cooperation between the allies of the Assad regime. Sooner or later, Israel's realpolitik approach vis-à-vis Russia could therefore reach its limits. It could also be counterproductive for Israel which will assess the outcome of the Syrian crisis in light of its impact on the influence of Iran and Hezbollah in the region.



La crise syrienne n'a jamais fait l'objet d'un large consensus au sein de l'establishment politique et militaire israélien. Certains ont vu dans le possible renversement du régime Assad une opportunité de rompre l'axe chiite Téhéran-Hezbollah et d'affaiblir le parti de Dieu. D'autres préféraient s'accommoder d'un régime syrien ennemi, mais non menaçant, plutôt que d'être confrontés à une éventuelle prise de pouvoir par les Frères musulmans, à l'instar de ce qui s'était produit en Égypte en 2011.

Dans ce flou stratégique, Israël a fait le choix d'une posture dissuasive et de limiter son immixtion dans le conflit syrien en dressant des lignes rouges à l'endroit du régime de Damas et de ses alliés, des groupes rebelles comme de la communauté internationale. Ces « lignes rouges » reposent essentiellement sur la nécessité d'endiguer l'influence de l'Iran et du Hezbollah en Syrie. L'Iran demeurant la

principale menace existentielle aux yeux des Israéliens, la question du renforcement capacitaire du Hezbollah s'est imposée comme le principal sujet de préoccupation. Cette crainte explique les frappes israéliennes, depuis 2011, contre des stocks d'armes soupçonnés être destinés au Hezbollah¹, de même que la mobilisation diplomatique de Tel-Aviv en 2012-2013 sur la question des stocks d'armes chimiques et biologiques, et celle de 2014-2015 autour de l'activité du Hezbollah sur le Golan. La mort de Samir Kuntar², dans une frappe imputée à Israël le 20 décembre dernier dans la banlieue sud de Damas, illustre combien Tel-Aviv poursuit son propre agenda sécuritaire en Syrie.

Pour une partie de l'appareil militaire israélien, la question jihadiste en Syrie n'est toujours pas prioritaire. Le ministre israélien de la Défense, Moshe Ya'alon, a affirmé le 19 janvier 2016 qu'il préférerait une victoire de l'État islamique à Damas plutôt que celle de l'Iran. Les Israéliens sont persuadés qu'ils pourront faire face à cette menace, si tant est que Daech (ou même le Jabhat al Nusra) menace un jour directement leur pays³. L'actuel chef d'état-major de l'armée israélienne (CEMA), le général Gadi Eizenkot, a cependant déclaré début décembre 2015 qu'une victoire de l'État islamique serait un scénario pire pour Israël qu'une victoire d'Assad⁴. Cette déclaration confirme d'abord les débats et les différences d'analyse au sein des autorités israéliennes concernant le conflit syrien. Elle illustre aussi l'ambivalence du discours israélien dans le contexte de l'intervention diplomatique et militaire russes. En effet, face aux pertes infligées en Syrie aux combattants iraniens, aux milices chiites et au Hezbollah⁵, Israël a accueilli favorablement

1. Le 1^{er} décembre 2015, Benyamin Netanyahu a reconnu publiquement qu'Israël conduisait des opérations en Syrie pour prévenir tout transfert d'armes vers le Liban.

2. Druze libanais, Samir Kuntar avait été condamné au début des années 1980 à la prison à perpétuité pour l'assassinat de citoyens israéliens. Il avait bénéficié de l'échange de prisonniers négocié entre Israël et le Hezbollah à la suite de la guerre de 2006. De retour au Liban en 2008, il était devenu une figure du Hezbollah. Depuis 2014, il était chargé de coordonner le soutien militaire des Druzes au régime syrien. Les Israéliens s'inquiétaient de sa présence régulière à proximité du Golan et le soupçonnaient de vouloir conduire des attaques contre Israël.

3. Pour la première fois, le 23 octobre 2015, Daech a diffusé une vidéo en hébreu ciblant l'État d'Israël, affirmant que « la véritable guerre n'a pas encore commencé ». Abu Bakr al Baghdadi a menacé lui-même directement Israël dans un enregistrement audio diffusé le 26 décembre 2015.

4. Amos Harel, « Israel's Military Chief: ISIS can't be Defeated with Airstrikes Alone », December 10, 2015. <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.691005>

5. Ce dernier est surtout mobilisé dans le Qalamoun,

l'engagement militaire russe qui leur faisait espérer une marginalisation des forces iraniennes et de leurs alliés sur le terrain. En dépit des contraintes qu'elles pourraient faire peser sur leurs propres opérations militaires, la présence et l'action militaire russes en Syrie auraient l'avantage pour les Israéliens de contrebalancer l'influence de Téhéran. En réalité, depuis le début, ce scénario repose sur un pari périlleux, aux variables incertaines et multiples, qui ne font que confirmer la dépendance d'Israël à l'égard de ses alliés et partenaires pour garantir sa propre sécurité.

A défaut de zone tampon, Israël agit discrètement pour sécuriser le Golan

Dès 2011, les autorités israéliennes se sont inquiétées des possibles débordements de la crise syrienne sur le Golan, alors que la révolte armée prenait d'abord corps dans le sud du pays, dans la province de Deraa. Elles se sont très vite adaptées à leur nouveau voisinage en offrant une assistance médicale aux Syriens du Sud⁶ et en développant des canaux de communication avec les différents groupes armés présents à proximité du Golan. Jusqu'en juin 2012, Damas contrôlait encore la partie syrienne du plateau du Golan. Depuis 2013, cette assise n'a cessé de se réduire pour ne représenter aujourd'hui qu'environ 30 %. De Quneitra jusqu'à la localité d'Agraba à la frontière jordanienne, la zone est entièrement tenue par les groupes d'opposition dits modérés ou islamistes autres que Daech. La politique opaque et discrète d'Israël sur le Golan et dans le sud syrien a pour principal objectif de sécuriser cette bande frontalière et non pas de soutenir massivement l'opposition syrienne face au régime Assad.

Le ministre israélien de la Défense, Moshe Ya'alon, a fini par reconnaître publiquement, en juin 2015, que ce n'était « *un secret pour personne que les villages frontaliers syriens reçoivent une aide humanitaire* ». Pour autant, l'action israélienne au profit de l'oppo-

ainsi qu'autour d'Homs et d'Alep. Le cessez-le-feu négocié en septembre 2015 entre les rebelles, les forces du régime et le Hezbollah (avec l'aide de médiateurs turques et iraniens) reste très précaire au sud du Qalamoun à Zabadani, située sur l'axe stratégique Beyrouth-Damas.

6. Accueil dans les hôpitaux de haute Galilée, comme le centre Ziv de Safed ; ouverture d'un hôpital militaire de campagne sur le Golan en 2013.

7. Depuis août 2014 la FNUOD a dû déplacer sa position à l'extrémité nord du Golan dans la zone sous contrôle israélien, en raison de la prise de Quneitra par le Jabhat al Nusra.

<http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/undof/reports.shtml>

8. La communauté druze en Israël compte environ

sition syrienne ne se limite probablement pas à l'aide médicale. Depuis 2012, les rapports périodiques de la FNUOD font état d'interactions entre l'armée israélienne et des combattants syriens : discussions, transferts de blessés, passage de véhicules et de « caisses au contenu non identifié », etc. Ces liens permettent à Israël d'avoir une vision plus précise de ce qui se passe de l'autre côté de la ligne de séparation et d'anticiper les risques de débordement. Les combats entre les forces du régime et les groupes armés locaux connaissent parfois des pics d'intensité aux dommages collatéraux perceptibles en Israël. Outre des obus de mortiers tombés en territoire israélien (dont l'un ayant fait une victime en juin 2014), une roquette s'est abattue le 27 septembre 2015 sur la partie israélienne du Golan. L'armée israélienne a répliqué en procédant à des tirs d'artillerie contre des positions de l'armée syrienne.

Officiellement, les échanges entre Israël et les groupes rebelles ne concerneraient que les groupes armés dits modérés (aujourd'hui regroupés dans le Front sud), notamment soutenus par le *Military Operation Center* (MOC). Cependant, des messages sont également passés au Jabhat al Nusra, comme à l'été 2015 lorsque les Druzes d'Israël⁸ ont demandé au gouvernement d'agir pour protéger leurs coreligionnaires du village syrien de Hadar (à proximité de la ligne de séparation de l'ONU sur le Golan). Israël s'est alors mobilisé pour obtenir la garantie que la communauté druze ne ferait l'objet d'aucune exaction de la part du Jabhat al Nusra, comme cela avait pu se produire le 10 juin au nord dans la province d'Idlib.

Le soutien d'Israël à la communauté druze de Syrie n'est pas uniquement motivé par la solidarité exprimée par les Druzes israéliens (du Carmel et de Galilée) et les Druzes du plateau annexé du Golan. La problématique druze revêt un intérêt stratégique pour Israël qui s'est toujours appuyé sur certaines minorités pour asseoir sa place au Proche-Orient. En ce sens, Tel-Aviv cherche à contenir le mécontentement des Druzes d'Israël à l'égard de son action minimale dans le conflit syrien⁹, tout en apparaissant comme défenseur de la sécurité de cette minorité musulmane hétérodoxe dans la région. Par ailleurs, les Druzes représentent un îlot de « neutralité », certes pro-régime (quoique des tensions violentes sont apparues ces derniers mois avec les autorités de Damas) mais qui ne prennent pas part aux combats contre l'opposition. En ce sens, l'activité de Samir

110 000 personnes. Néanmoins, 20 000 d'entre eux résidant sur le Golan disposent d'un laissez-passer israélien mais se considèrent comme Syriens.

9. Le 22 juin 2015, les habitants du village druze de

Kuntar pour le compte du Hezbollah auprès des Druzes du Sud syrien n'était pas dans l'intérêt de Tel-Aviv. Ils représentent également un rempart, ou plutôt la dernière porte avant les zones tenues par Daech sur la route de Palmyre. Les habitants de Suweida craignent une avancée de Daech dans le Jebel druze. Pour l'heure, dans le sud syrien, la présence de Daech reste embryonnaire. Le mouvement s'appuie sur quelques combattants lui ayant prêté allégeance, comme la Liwa Shuhada al Yarmouk (200-300 combattants), basée à seulement quelques kilomètres à l'est de la frontière israélienne. Coincé entre les frontières israélienne et jordanienne (autour de hameaux comme Ibdin), le mouvement affronte Jabhat al Nusra pour le contrôle de localités comme Sahm al Jawlan. Cependant, si Daech venait à pénétrer davantage dans le Jebel druze, cela menacerait directement la Jordanie et Israël. Tout en renforçant leurs milices, les Druzes demandent donc aujourd'hui le soutien d'Amman et indirectement de Tel-Aviv.

Sud-Liban / Israël / Sud-Syrie : un Triangle stratégique à hauts risques

Si, en comparaison des autres lignes de front en Syrie (notamment dans le nord), le Golan et plus largement le front sud apparaissent comme des « fronts contenus » ou des « fronts gelés », les risques d'embrasement restent toutefois exacerbés par la présence d'Israël à proximité. Les Israéliens parlent d'une continuité du front nord « libano-syrien » et alertent régulièrement les chancelleries internationales quant à la présence du Hezbollah dans le sud de la Syrie. Pour les Israéliens, le Hezbollah conduirait deux objectifs dans le sud de la Syrie : l'un viserait à lutter contre l'opposition syrienne, l'autre à préparer les bases d'une future attaque contre Israël à partir du nord du Golan. La frappe israélienne du 18 janvier 2015 sur le Golan (ayant tué six membres du Hezbollah, dont Jihad Moughnieh, et six militaires iraniens), a non seulement confirmé la présence du Hezbollah dans cette zone, mais également dans l'ensemble de la région sud-syrienne, de Quneitra à Deraa. Le dispositif du Hezbollah aurait été renforcé dans la région de Quneitra début 2014, afin de faire face aux succès de l'insurrection dans la zone et d'empêcher d'éventuelles infiltrations jihadistes vers le Sud-Liban. Le 21 août 2015, Israël a, une nouvelle fois, ciblé un groupe de combattants

Majd al Shams avaient attaqué une ambulance israélienne transportant des blessés syriens soupçonnés d'être des rebelles et/ou des islamistes.

10. L'intervention russe a été une aubaine pour le

pro-régime du côté syrien du Golan. Répondant à un tir de roquette, Israël a déclaré avoir ciblé un groupe composé notamment de combattants du Jihad islamique palestinien agissant pour le compte de la force iranienne al-Qods. En intervenant sur le Golan, Israël rappelle ainsi à l'Iran que tout franchissement de ses « lignes rouges » sera sanctionné.

Israël accuse l'Iran et le Hezbollah de vouloir ouvrir un nouveau front. Au regard de l'investissement des Iraniens sur différents fronts en Syrie et de la fatigue financière et capacitaire du parti de Dieu mobilisé massivement depuis 2013, il est peu probable que Téhéran et ses alliés cherchent aujourd'hui à entrer en confrontation avec l'armée israélienne. La présence du Hezbollah dans le Sud syrien et à proximité du Golan (au nord de Quneitra) semblait même s'être réduite en fin d'année 2015 en raison d'un recentrage des priorités sur la frontière libano-syrienne, dans les montagnes du Qalamoun et autour de Zabadani. Même l'activité de Samir Kuntar auprès de la communauté druze syrienne n'aurait pas porté ses fruits, cette dernière refusant de se mobiliser militairement en faveur du régime de Damas.

Cependant, les frappes russes intervenues dans le Sud syrien depuis septembre 2015 pourraient préfigurer une volonté du régime (aidé au sol par les combattants chiites) de regagner du terrain dans la province de Deraa et de Quneitra. Depuis la fin de l'année 2015, le Hezbollah se serait redéployé dans cette zone, en particulier à Cheikh Miskin bombardé régulièrement par l'aviation russe et en passe de repasser sous contrôle intégral du régime. Si les combattants du Parti de Dieu tentent de se rapprocher du Golan, les risques de dérapage avec Israël seraient alors accrus. Les conséquences seraient d'autant plus graves qu'elles affecteraient automatiquement le Sud-Liban. Fin janvier 2015, à la suite de la frappe israélienne sur le Golan, le Hezbollah a répliqué à partir de la zone autrefois contestée des fermes de Chebaa. Les affrontements avec l'armée israélienne ont fait trois morts, deux soldats israéliens et un Casque bleu espagnol de la FINUL. A la suite de la mort de Samir Kuntar le 20 décembre dernier, le Hezbollah a également répliqué à partir de son fief sud-libanais en tirant des roquettes sur Israël. Hassan Nasrallah a alors promis que cet assassinat serait vengé.

Israël joue les équilibristes avec la Russie

Israël dialogue avec les groupes rebelles présents à sa frontière, tout en maintenant une relation privilégiée avec la Russie. La

proximité de Tel-Aviv avec Moscou sur le dossier syrien est motivée par le même pragmatisme de sécurité. Un canal de discussion et de « déconfliction » s'est ouvert entre les deux pays, en octobre dernier après la visite de Benyamin Netanyahu à Moscou, pour coordonner leurs actions militaires et faire valoir les garanties de sécurité de Tel-Aviv. Pourtant, *de facto*, l'action russe sert les intérêts (au moins à court terme) de Téhéran, en renforçant le régime Assad et en soulageant l'Iran, les milices chiïtes et le Hezbollah¹⁰ dans leurs opérations de terrain. L'intervention russe laisse donc apparaître une ambivalence avec la préservation des intérêts israéliens. Même si certains analystes préfèrent y voir une opportunité pour la sécurité d'Israël¹¹, cette relation d'intérêt confirme qu'Israël est aujourd'hui dépendant de Moscou dans ses anticipations de la crise syrienne.

Israël a rappelé à la Russie qu'il ne tolérerait aucun transfert d'armes vers le Hezbollah et qu'en dépit du déploiement russe de son système de défense anti-missile S-400, il continuerait d'agir en Syrie chaque fois que nécessaire. Début décembre 2015, Israël aurait mené des raids au nord de Damas contre un convoi syrien transportant des missiles balistiques. La presse syrienne a également rapporté que le 31 octobre des frappes israéliennes auraient visé un convoi d'armes dans le Qalamoun en direction du Liban. Ces opérations se seraient répétées encore à deux reprises au mois de novembre. Toutes ces opérations n'auraient donc rencontré aucune opposition de la part des Russes qui contrôlent aujourd'hui une large partie de l'espace aérien syrien. Vladimir Poutine a-t-il donné l'assurance à Benyamin Netanyahu qu'il ne livrerait jamais les S-300 promis à Bachar al-Assad, ni tout autre armement à destination du Hezbollah ? Ou se sont-ils plutôt entendus sur un jeu à somme nulle « les premiers livrent, les seconds détruisent » ? Il semblerait, en effet, que le Hezbollah reçoive depuis plusieurs mois de l'armement russe, notamment des missiles antichars¹². Dans tous les cas, les Israéliens continuent leurs incursions dans les espaces aériens libanais et syrien sans susciter de réaction de la part de Moscou. La récente explosion ayant tué Samir Kuntar dans un quartier sud de Damas confirme que la Russie n'a ni la volonté, ni les moyens, de stopper les

Hezbollah qui a pu concentrer ses efforts sur sa principale ligne stratégique, la frontière libanaise.

11. Amos Yadlin, Carmit Valensi, « Russia's Involvement in Syria: A Strategic Opportunity for Israel », *INSS Insight*, n° 755, October 20, 2015. <http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=10813>

12. Jesse Rosenfeld, « Russia is Arming Hezbollah, Say Two of the Group's Field Commander », Daily Beast,

opérations israéliennes qu'elles soient conduites par l'aviation, par un drone ou par des missiles lancés à partir de la région de Tibériade. Le laissez-faire russe suscite d'ailleurs les railleries et les critiques sur les réseaux sociaux arabes et dans la presse libanaise et syrienne pro-régime. Le Hezbollah, lui-même, pourrait finir par s'agacer de la *realpolitik* russo-israélienne.

Aussi intrigante est l'action militaire russe dans le Sud syrien. Le 29 novembre dernier, Moshe Ya'alon a reconnu que des avions russes avaient pénétré l'espace aérien israélien de « manière accidentelle ». L'aviation russe conduit, en effet, depuis le mois de septembre 2015 des vols de reconnaissance et des frappes dans le sud de la Syrie. L'aviation russe a conduit plusieurs raids dans le Sud syrien, à Deraa, Cheikh Maskin, mais également près des localités de Tal Antar, Kufr Nasaj, Hara et Aqraba, pour certaines situées à une dizaine de kilomètres de la frontière israélienne. Ces zones sont soit disputées, soit sous le contrôle des nombreux groupes d'opposition syrienne, qu'il s'agisse du Front sud ou du Jabhat al Nusra. Le sud de la Syrie revêt certes un intérêt pour le régime (porte d'entrée vers la Ghouta et Damas, routes de commerce et de trafics vers la Jordanie) mais il ne représente pas un front actif et décisif pour le moment. Les récentes offensives du Front sud sur Deraa durant l'été 2015 se sont soldées par un échec. Le régime maintient ses positions au nord de la ville et contrôle les axes routiers conduisant à la capitale.

Dans ce contexte, les actuelles frappes russes pourraient avoir pour objectif de protéger l'axe Deraa-Damas, notamment en regagnant le contrôle de Cheikh Miskin. Elles pourraient aussi annoncer une nouvelle offensive d'ampleur du régime dans la province de Deraa, mais aussi à proximité de Quneitra. Au même moment, le soutien du MOC, notamment des Jordaniens et des Américains, semble s'être réduit ces derniers mois. Sur place les groupes du Front sud ont l'impression d'être progressivement lâchés par leurs parrains, alors que les pays du Golfe réorientent et renforcent leur soutien au nord vers des groupes islamistes (Jish al Fath, Jish al Islam, etc.). Les règlements de compte entre les différents groupes d'opposition du sud se seraient accrus dernièrement, tandis que certains combattants, voire commandants locaux, auraient décidé de désertir craignant une reprise de la région par le régime. Si les

January 11, 2016. <http://www.thedailybeast.com/articles/2016/01/11/russia-is-arming-hezbollah-say-two-of-the-group-s-field-commanders.html>

13. Outre près d'un million de réfugiés présents en Jordanie, plus de 10 000 personnes sont actuellement

frappes venaient à s'intensifier et si l'aide aux rebelles devait encore se réduire, des combattants du Front sud pourraient être tentés de rejoindre les rangs du Jabhat al Nusra (aux frontières déjà poreuses avec les autres groupes). Cela risquerait également de provoquer de nouvelles vagues de réfugiés vers la Jordanie¹³. Israël, et surtout la Jordanie, seraient alors directement impactés par le bouleversement des rapports de force dans la province de Deraa et à proximité du Golan.

Là est donc toute la complexité, voire l'ambiguïté, des Israéliens qui ne veulent pas d'une victoire de l'actuelle opposition, mais qui craignent les conséquences d'une victoire du régime syrien. Tel-Aviv mise donc sur Moscou pour contrebalancer le poids de l'Iran en Syrie, tout en comptant sur la coalition anti-Daech pour endiguer la menace jihadiste. Ce pari tend à sous-estimer la présence incontournable de l'Iran et de ses alliés sur le terrain ; la réticence russe à intervenir au sol et donc sa dépendance vis-à-vis des différentes forces chiites ; la pénétration iranienne pérenne des milieux économiques syriens (notamment dans le secteur de l'immobilier) ; la capacité de résilience du Hezbollah qui joue un rôle central dans la protection des frontières libanaises ; ou encore les risques d'« *overstretch* » russe. (Ce dernier pays étant courtisé par certaines chancelleries occidentales dans la lutte anti-Daech, comme par les acteurs régionaux, en premier lieu Israël, la Jordanie et le Liban) pour protéger leurs intérêts. Par ailleurs, personne ne peut prédire l'évolution des relations entre Moscou et Téhéran qui, pour l'heure, semblent toujours très proches. Il est peu probable que la Russie réussisse à négocier avec les Etats-Unis et les pays du Golfe une sortie de crise non acceptée par les Iraniens et sans avoir au préalable affaibli les principaux mouvements d'opposition sur le terrain.

Dans ce contexte, quelques voix au sein de

bloquées à la frontière syro-jordanienne, les autorités d'Amman souhaitant réduire drastiquement l'accueil de Syriens sur leur territoire.

14. Ben Caspit, « Will Syria become Russia's Vietnam? », Al Monitor, December 14, 2015. <http://>

l'appareil militaire israélien évoquent aujourd'hui les risques d'enlèvement de la Russie en Syrie et observent, non sans désillusion, une coordination russo-iranienne solide. Sans aller jusqu'à prédire que la Syrie devienne le nouveau « Vietnam » de Vladimir Poutine, force est de reconnaître qu'Israël n'a d'autre choix que le pragmatisme et la compartimentation de ses coopérations d'intérêts à défaut de pouvoir peser sur la reconfiguration de son environnement proche.◇

www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/12/israel-russia-submarine-syrian-coasts-intelligence-data-iran.html#ixzz3uKtq6oa6

Auteur

Elisabeth Marteu est docteure en science politique de l'IEP de Paris et chercheuse associée à la FRS. Spécialiste du conflit israélo-palestinien et du Proche-Orient, elle a mené des recherches doctorales sur les mobilisations collectives en Israël-Palestine. Elle tra-

vaille actuellement sur les conséquences de la crise syrienne au Levant, notamment sur la place de la question israélo-palestinienne dans les reconfigurations régionales.

Dernières publications

- Valérie Niquet, « L'APL : une force en mutation », note n° 02/2016, 18 janvier 2016
- Elbridge Colby, « Russia's Evolving Nuclear Doctrine and its Implications », note n° 01/2016, 12 January 2016
- Igor Delanoë, « A la recherche du *modus vivendi* : le partenariat israélo-russe face à la crise syrienne », note n° 25/2015, 11 décembre 2015
- Victoria Madonna, « De la reconstruction à la réconciliation nationale : les défis de la sortie de crise centrafricaine », note n° 24/2015, 25 novembre 2015
- Gilles Boquérat, « L'Etat islamique au miroir de l'Asie du Sud », note n° 23/2015, 24 novembre 2015
- Pierre Verluise, « The European Union is losing its global clout », note n° 22/2015, 6 November 2015
- Bruno Tertrais, « Géopolitique des ruptures stratégiques contemporaines », note n° 21/2015, 2 novembre 2015
- Myriam Benraad, « Contre Da'ech, le 'retour au local' : le cas des tribus d'Irak », note n° 20/2015, 14 octobre 2015
- Emmanuelle Maître, « The NPT Review Conference: analyzing the Outcome », note n° 19/2015, 7 october 2015
- Florence Gaillard-Sborowsky, « Prolifération spatiale versus dissémination en matière spatiale : des enjeux sémantiques aux enjeux politiques », note n° 18/2015, 22 septembre 2015
- Mathieu Boulègue, « La recomposition de « l'étranger proche » à la lumière des événements en Ukraine », note n° 17/2015, 30 juillet 2015
- Céline Bayou, « Ukraine/Russie. Dimension gazière d'un conflit », note n° 16/2015, 16 juillet 2015
- Morgane Farghen, « China's Military Strategy 2015 », note n° 15/2015, 11 juin 2015
- Bruno Tertrais, « Fallout: the defence, industrial and technological benefits of nuclear deterrence », note n° 14/2015, June 1, 2015
- Bruno Tertrais, « Budget nucléaire et retombées' de la dissuasion », note n° 13/2015, 1^{er} juin 2015
- Bruno Tertrais, « The 'humanitarian dimension' of nuclear disarmament: a legitimate debate? », note n° 12/2015, June 1, 2015
- Bruno Tertrais, « La 'dimension humanitaire' : du désarmement nucléaire : un débat légitime ? », note n° 11/2015, 1^{er} juin 2015
- Bruno Tertrais, « Deterrence according to François Hollande », note n° 10/2015, June 1, 2015
- Bruno Tertrais, « La dissuasion selon François Hollande », note n° 09/2015, 1^{er} juin 2015
- Krzysztof Soloch, « La coopération énergétique franco-polonaise face aux défis climatiques et sécuritaires », note n° 08/2015, 11 mai 2015
- Cédric Paulin, « La sécurité privée à l'aune du terrorisme », note n° 07/15, 29 avril 2015
- Manuel Ortega, « Why should Humanitarian NGOs avoid calling for military interventions? », note n° 06/2015, March 16, 2015

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS